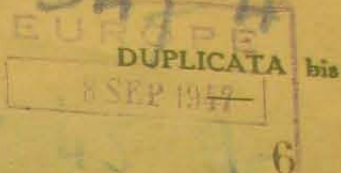


LA HAYE,  
DÉCHIFFREMENT

TÉLÉGRAMME A L'ARRIVÉE

le 4 Septembre 1947 PAR COURRIER

Reçu, le 6 Septembre 1947 18Heures

RÉSERVÉ

N° 558

*copier à  
EU centre*

L'examen par la Conférence de Paris des possibilités d'union douanière européenne est suivi avec intérêt par la presse et les milieux officiels néerlandais. On rappelle, non sans fierté, que le Gouvernement néerlandais, en inscrivant Benelux à son programme, a donné l'exemple de l'esprit d'association. D'ailleurs les Pays-Bas me déclarait récemment le Directeur des Affaires Economiques au Ministère des Affaires Etrangères, avaient, dès après la première guerre mondiale, proposé une union douanière européenne.

L'important journal libéral "Nieuwe Rotterdamsche Courant" écrivait même le 19 Août (mon télégramme 537) que l'Union économique de l'Europe Occidentale et septentrionale devrait plus tard prendre forme sur le plan politique également.

On avait quelque appréhensions concernant l'attitude que prendrait l'Angleterre, en raison de ses liens impériaux. Aussi la participation britannique au comité d'études de l'Union douanière européenne a-t-elle provoqué une vive satisfaction.

Mais si l'on envisage avec intérêt le principe d'une telle Union, on insiste sur le danger qu'il y aurait à vouloir l'appliquer trop rapidement. Le Nieuwe Rotterdamsche Courant exprime l'opinion générale en se prononçant le 2 Septembre en faveur d'Unions Douanières régionales". "Le délégué danois, écrit l'organe libéral, a déclaré que les Ministres des Affaires Etrangères du Danemark, de la Norvège et de la Suède, proposeraient à leurs Gouvernements la réunion d'une commission d'experts en vue d'étudier la possibilité d'une union douanière entre ces trois pays. Si les trois pays scandinaves réalisaient cette union, une fusion ultérieure avec Benelux permettrait l'établissement d'une union douanière entre les Etats qui

avaient adhéré avant la guerre à la convention d'Oslo. Ainsi cette Union douanière régionale mènerait lentement à une union douanière européenne, dont la réalisation rapide paraît difficile".

Fidèles aux idées qui inspirent la réalisation progressive de Benelux, les milieux politiques néerlandais estiment qu'une union douanière qui ne serait pas complétée par une adaptation des économies nationales présenterait de sérieux inconvénients. Au surplus, alors que Benelux n'en est encore qu'à son premier stade, on ne se soucie pas de prendre des engagements qui pourraient, en quelque manière, entraver la marche vers ce premier objectif.

On s'accorde donc la priorité aux problèmes de l'établissement de relations commerciales plurilatérales et d'échanges économiques plus intenses avec l'Allemagne occidentale.

A cet égard, l'insistance américaine en faveur d'un relèvement du niveau de production de la Ruhr rencontre l'adhésion quasi unanime des journaux libéraux, catholiques et travaillistes. On se garde toutefois de passer sous silence et l'on appréhende les conséquences de pareilles mesures pour la sécurité européenne. Aussi souhaite-t-on l'adoption d'un plan qui concilierait une activité économique accrue de la Ruhr, jugée immédiatement indispensable, et la sécurité des voisins de l'Allemagne./.

BOEGNER